

ROYAUME DE BELGIQUE

KONINKRIJK BELGIE

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de la Justice, le 10 avril 2000, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un avant-projet de loi "modifiant les articles 191, 194, 259bis-9, 259bis-10, 259octies et 371 du Code judiciaire, insérant les articles 191ter et 194bis dans le Code judiciaire et modifiant l'article 21 de la loi du 18 juillet 1991 modifiant les règles du Code judiciaire relatives à la formation et au recrutement des magistrats", a donné le 13 avril 2000 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 10 april 2000 door de Minister van Justitie verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een voorontwerp van wet "tot wijziging van de artikelen 191, 194, 259bis-9, 259bis-10, 259octies en 371 van het Gerechtelijk Wetboek, tot invoeging van de artikelen 191ter en 194bis in het Gerechtelijk Wetboek en tot wijziging van artikel 21 van de wet van 18 juli 1991 tot wijziging van de voorschriften van het Gerechtelijk Wetboek die betrekking hebben op de opleiding en werving van magistraten", heeft op 13 april 2000 het volgende advies gegeven :

Suivant l'article 84, alinéa 1er, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, inséré par la loi du 4 août 1996, la demande d'avis doit spécialement indiquer les motifs qui en justifient le caractère urgent.

En l'espèce, ces motifs sont les suivants :

"(l'urgence est motivée) ... door de omstandigheid dat :

- vele vacante plaatsen van magistraat niet ingevuld raken bij gebrek aan kandidaten;
- de kaderuitbreiding die, rekening houdend met de reële persoonsbehoeften, door de wet van 20 juli 1998 werd doorgevoerd, nog steeds niet volledig kon ingevuld worden;
- de goede rechtsbedeling in gedrang komt ingevolge het onderbemand blijven van bepaalde diensten.

Om hieraan te verhelpen is het absoluut noodzakelijk dat het potentieel aantal aan kandidaten zo snel mogelijk maximaal wordt verruimd. Dit is het hoofd-objectief van het voorgelegde ontwerp."

*

* *

Observation préalable

Au moment où le Conseil d'Etat donne son avis, toutes les dispositions du Code judiciaire que l'avant-projet modifie, à l'exception de l'article 371, ont été, soit simplement modifiées, soit remplacées ou insérées par des dispositions de la loi du 22 décembre 1998 modifiant certaines dispositions de la deuxième partie du Code

.../...

judiciaire concernant le Conseil supérieur de la Justice, la nomination et la désignation de magistrats et instaurant un système d'évaluation pour les magistrats (1), lesquelles ne sont pas encore entrées en vigueur.

Ainsi :

- l'article 191 du Code judiciaire, que modifie l'article 2 en projet, a été modifié par l'article 26 de la loi précitée du 22 décembre 1998; une de ces modifications concerne la numérotation de l'article, celui-ci devenant l'article 190;
- l'article 194 du Code judiciaire, que modifie l'article 4 en projet, a été modifié par l'article 29 de la loi précitée du 22 décembre 1998;
- les articles 259bis-9 et 259bis-10 du Code judiciaire, que modifient respectivement les articles 6 et 7 en projet, ont été remplacés par l'article 45 de la loi précitée du 22 décembre 1998;
- l'article 259octies du Code judiciaire, que modifie l'article 8 en projet, a été inséré par l'article 47 de la loi précitée du 22 décembre 1998;
- l'article 21 de la loi du 18 juillet 1991 modifiant les règles du Code judiciaire relatives à la formation et au recrutement des magistrats, que modifie l'article 10,

(1) Moniteur belge du 2 février 1999.

a été remplacé par l'article 89 de loi précitée du 22 décembre 1998.

Conformément à l'article 109 de la loi précitée du 22 décembre 1998, modifié par l'article 27 de la loi du 24 mars 1999 relative aux juristes de parquet et aux référendaires et complétant et modifiant certaines dispositions du Code judiciaire et de la loi modifiant certaines dispositions de la deuxième partie du Code judiciaire concernant le Conseil supérieur de la Justice, la nomination et la désignation de magistrats et instaurant un système d'évaluation pour les magistrats (1), il appartient au Roi de fixer la date d'entrée en vigueur des dispositions modificatives énumérées ci-dessus, celle-ci devant se situer au plus tard dix-huit mois après la publication au Moniteur belge de la loi précitée du 22 décembre 1998.

L'alinéa 2, du même article 109, inséré par la loi précitée du 24 mars 1999 dispose :

"Les dispositions de l'article 259bis du Code judiciaire, inséré par la loi du 18 juillet 1991 et modifié par les lois des 6 août 1993, 1er décembre 1994 et 9 juillet 1997, de l'article 259ter du même Code, inséré par la loi du 18 juillet 1991 et modifié par la loi du 10 février 1998, et de l'article 259quater du même Code, inséré par la loi du 18 juillet 1991 et modifié par les lois des 6 août 1993, 11 juillet 1994, 1er décembre 1994 et 19 juillet 1996, demeurent applicables sous la même numérotation jusqu'à l'entrée en vigueur des articles 259bis-9, 259bis-10 et 259bis-15 du Code judiciaire, tels qu'insérés par l'article 45."

(1) Moniteur belge du 7 avril 1999.

Dans un projet d'arrêté royal dont le Conseil d'Etat a été saisi le 1er février 2000 (1), il était prévu que les dispositions modificatives entreraient en vigueur le 1er avril 2000.

Le fonctionnaire délégué a expliqué que ce projet n'a pas été poursuivi en raison du fait que le Conseil supérieur de la Justice n'était pas encore prêt à assumer certaines des missions qui lui ont été transférées, en sorte que les modifications rentreraient probablement en vigueur, le 2 août 2000, soit la date ultime déterminée conformément à l'article 109 précité.

Suivant l'article 14 de l'avant-projet examiné, les dispositions en projet doivent entrer en vigueur le jour de leur publication au Moniteur belge. On ne peut exclure que cette date se situe avant le 2 août 2000.

Compte tenu de l'incertitude qui demeure à propos de l'entrée en vigueur de certaines des dispositions modifiées, en particulier les articles 259bis-9, 259bis-10 et 259octies du Code judiciaire, y insérés par la loi précitée du 22 décembre 1998, il y a lieu de veiller à ce qu'aucune des dispositions modificatives de l'avant-projet ne puisse entrer en vigueur avant l'entrée en vigueur du

(1) Projet d'arrêté royal "fixant la date de l'entrée en vigueur de certaines dispositions de la loi du 22 décembre 1998 modifiant certaines dispositions de la deuxième partie du Code judiciaire concernant le Conseil supérieur de la Justice, la nomination et la désignation de magistrats et instaurant un système d'évaluation pour les magistrats", avis L. 29.835 donné le 23 février 2000.

texte modifié. En effet, il en résulterait inévitablement une entrée en vigueur partielle de certaines dispositions, pouvant générer une insécurité juridique.

Tel est le cas, par exemple, des articles 191ter et 194bis, en projet (1), dont certaines dispositions réfèrent aux articles 259bis-9 et 259octies du Code judiciaire, lesquels ne sont toujours pas en vigueur.

De même, certaines des modifications en projet ont pour objet de remplacer certaines parties de phrases de dispositions non encore en vigueur. Tel est le cas des articles 6, 1°, 7, et 10, de l'avant-projet. Il va de soi qu'il n'y a aucun sens de faire entrer en vigueur ces modifications avant le texte modifié.

Compte tenu de ces circonstances, il est conseillé au législateur d'habiliter le Roi à fixer la date d'entrée en vigueur des dispositions de la loi.

Observations particulières

Dispositif

Article 2

1. Il convient de se référer à l'observation préalable faite ci-dessus.

(1) respectivement insérés par les articles 3 et 5 de l'avant-projet.

2. Par ailleurs, il convient d'adapter les dispositions en projet à la numérotation future des articles 191 (qui devient l'article 190) et 191bis (qui devient l'article 191) telle qu'elle résulte des articles 26 et 27 de la loi précitée du 22 décembre 1998, non encore en vigueur. L'article inséré par l'article 3 en projet peut alors être numéroté "191bis".

Article 3

1. L'objectif de cette disposition, ainsi que l'a expliqué le représentant du ministre, est d'encourager l'accès à la magistrature d'avocats qui ont une carrière au barreau d'au moins vingt années, en les dispensant de l'examen d'aptitude professionnelle.

Cependant, les commissions de nomination et de désignation du Conseil supérieur de la Justice sont compétentes pour organiser à l'attention de ces avocats des examens oraux préalables d'évaluation.

En cas de réussite, l'avocat obtient une autorisation valable pendant trois ans et par laquelle il peut postuler à une fonction de juge ou de juge de complément au tribunal de première instance, au tribunal du travail ou au tribunal de commerce.

Saisi dans un délai ne dépassant pas trois jours, le Conseil d'Etat n'a pas été en mesure d'apprécier la conformité de cette disposition par rapport aux principes constitutionnels de l'égalité et de la non-discrimination.

.../...

Il appartient au Parlement de vérifier si ces principes sont respectés en l'espèce.

2. C'est sous la réserve de cette vérification que le Conseil d'Etat émet les observations suivantes :

a) Selon le paragraphe 1er en projet, ces avocats doivent être "actifs" au barreau depuis au moins vingt ans et "de manière ininterrompue et effective".

Interrogé sur ces conditions, le représentant du ministre a expliqué que ne peuvent bénéficier de cette disposition les avocats qui sont inscrits au tableau de l'ordre et qui n'exercent plus, à titre principal, cette profession.

Au paragraphe 1er, alinéa 1er, les termes "actifs" et de manière "effective" ne suffisent pas à exclure de son champ d'application l'avocat autorisé à exercer à titre principal une activité autre que son activité d'avocat.

A l'alinéa 2, doit-on comprendre que l'exigence d'une majorité des trois quarts des voix au sein de la Commission de nomination et de désignation compétente est non seulement requise pour déterminer la réussite de l'examen oral d'évaluation mais aussi pour décider de la recevabilité de la demande introduite par l'avocat ?

Le texte doit être précisé sur ces deux points.

.../...

b) Quant à "l'examen oral préalable d'évaluation", le texte en projet reste silencieux sur son contenu.

Ainsi que l'a indiqué le représentant du ministre, il revient aux commissions de nomination et de désignation du Conseil supérieur de la Justice d'organiser cet examen, et à l'heure actuelle, il n'est pas possible de déterminer quelles seront les options retenues par ces commissions.

C'est notamment à cette fin que les articles 6 et 7 du projet apportent des modifications respectivement aux articles 259bis-9 et 259bis-10 du Code judiciaire afin d'étendre les compétences de ces commissions.

Toutefois, le Conseil d'Etat constate que l'article 259bis-10, § 1er, 2°, du Code judiciaire permet aux commissions d'organiser l'examen d'aptitude professionnelle ainsi que le concours d'admission au stage judiciaire mais selon les modalités et les conditions déterminées par un arrêté royal.

Or, en l'espèce, pour "l'examen oral d'évaluation", le Roi n'est pas habilité à en fixer le cadre réglementaire.

Interrogé à ce sujet, le représentant du ministre est d'avis qu'il convient de compléter l'article 7 du projet afin de donner au Roi le pouvoir de fixer les conditions et modalités de "l'examen oral d'évaluation". Cette disposition doit, en conséquence, être revue.

.../...

c) Le paragraphe 2, alinéa 3, en projet, prévoit que chaque commission de nomination et de désignation doit examiner la recevabilité de la demande des avocats ainsi que vérifier si les conditions énumérées au paragraphe 1er, alinéa 1er, en projet, sont remplies.

Interrogé sur la portée de l'examen de la recevabilité de la demande et s'il convient de le distinguer de l'examen des conditions que doivent remplir les avocats, le représentant du ministre a expliqué que la recevabilité de la demande englobait la vérification des conditions énumérées au paragraphe 1er, en projet; il convient, dès lors, de revoir le texte en projet.

Il vaut mieux rédiger le texte du paragraphe 2, alinéas 4 et 5, comme suit :

"Si la Commission déclare la demande irrecevable, le demandeur en est informé par lettre recommandée à la poste.

Si la Commission déclare la demande recevable, le demandeur est invité à l'examen d'évaluation par lettre recommandée à la poste.".

Article 5

1. L'article 194bis en projet permet aux juristes de parquet nommés à titre définitif et en service actif depuis dix-huit mois d'accéder à la fonction de substitut du procureur du Roi moyennant la réussite du concours

.../...

d'admission au stage judiciaire, leur stage étant réduit à une période de six mois.

Saisi dans un délai ne dépassant pas trois jours, il n'a pas été possible au Conseil d'Etat de vérifier si la passerelle ainsi créée au profit des juristes de parquet, nommés à titre définitif, est compatible au regard des principes constitutionnels de l'égalité et de la non-discrimination.

Il appartient au Parlement de vérifier si ces principes sont respectés en l'espèce.

C'est sous la réserve de cette vérification que le Conseil d'Etat formule les observations suivantes.

2. Le Conseil d'Etat n'aperçoit pas la raison d'être de deux procédures de concours différentes en vue d'accéder à la fonction de magistrat du ministère public. L'une est celle prévue par l'article 194bis en projet, en vertu duquel les juristes de parquet qui ont une ancienneté de service de dix-huit mois peuvent, en raison de celle-ci, s'inscrire à un concours d'admission au stage judiciaire et bénéficier, à ce titre, de la dispense partielle du stage; l'autre est celle visée à l'article 259octies, § 3, alinéa 3, qui prévoit les mêmes avantages mais moyennant une ancienneté de grade de trois ans.

La question se pose, dès lors, s'il y a lieu de maintenir la disposition de l'article 259octies, § 3, alinéa 3, du Code judiciaire.

.../...

Il ressort des explications du représentant du ministre, que l'article 259octies du Code judiciaire doit être lu comme donnant aux juristes de parquet "une deuxième chance" s'ils ont échoué au concours d'admission au stage judiciaire présenté dans le cadre de l'article 194bis en projet.

Cette explication n'est nullement convaincante parce que, dans l'état actuel du texte examiné, rien n'empêche les juristes de parquet qui ont échoué au concours d'admission au stage donnant accès à la fonction de substitut du procureur du Roi, prévue par l'article 194bis, en projet, de représenter le même concours. Ce texte n'exclut pas, en effet, une telle possibilité.

3. Si l'on compare l'article 194bis, § 2, en projet, avec les paragraphes 3, 5, 6, 7 et 8 de l'article 259octies du Code judiciaire, il apparaît que les juristes de parquet admis au stage judiciaire ne seront pas soumis aux mêmes modalités de stage et ne bénéficieront pas des mêmes garanties que celles prévues pour les autres lauréats du concours d'admission au stage.

Ainsi, il est étonnant de constater qu'une copie du rapport de stage qui concerne ces juristes de parquet n'est pas transmise à la Commission de nomination compétente.

Par ailleurs, en cas d'avis défavorable de la part du maître de stage, le juriste de parquet pourra-t-il être préalablement entendu ?

.../...

Sera-t-il possible au Ministre de la Justice, après avoir entendu l'intéressé et de l'avis du chef de corps, de mettre fin anticipativement au stage pour cause d'inaptitude professionnelle ou de motifs graves, moyennant un préavis de trois mois ?

Le texte doit être complété pour répondre à ces différentes questions.

4. L'alinéa 3 du paragraphe 2 en projet dispose que :

"Durant ce stage, le juriste de parquet conserve son traitement et est censé avoir exercé ses fonctions.".

Interrogé sur la portée de cet alinéa, le représentant du ministre a indiqué que le juriste de parquet, pendant le stage judiciaire, est réputé accomplir sa mission de juriste de parquet.

Le Conseil d'Etat se demande, dès lors, si le juriste de parquet est un stagiaire judiciaire au sens du paragraphe 7 de l'article 259octies du Code judiciaire.

5. Enfin, l'alinéa 4 du paragraphe 2 en projet, prévoit que les juristes de parquet conservent l'avantage de leur réussite au concours d'admission au stage pendant sept années à compter de la date du procès-verbal de ce concours.

.../...

Le Conseil d'Etat n'aperçoit pas pour quelle raison objective il n'est pas fait application de l'article 259octies, § 1er, alinéa 4, du Code judiciaire qui prévoit, pour les autres lauréats de ce concours, qu'ils peuvent être nommés stagiaires judiciaires au plus tard trois ans après la clôture du concours.

D'après les explications fournies par le représentant du ministre, les juristes de parquet ayant réussi le concours d'admission au stage ne seront pas classés avec les autres lauréats du concours.

Outre que ces explications ne figurent pas dans le texte, le Conseil d'Etat formule, s'il en est ainsi, les plus expresses réserves quant au respect du principe d'égalité, étant entendu qu'en vertu de l'article 259octies, § 1er, alinéa 1er, du Code judiciaire, il appartient au Roi, pour chaque année judiciaire de déterminer par un arrêté délibéré en Conseil des ministres, le nombre de places de stagiaires judiciaires vacantes dans les rôles linguistiques français et néerlandais.

Au surplus, si les juristes de parquet devaient faire l'objet d'un classement distinct lors de la réussite du concours, il est permis de se demander quels seraient les candidats au stage qui auraient la priorité.

6. D'une manière générale, la disposition en projet gagnerait à être rédigée de manière plus claire, car sa compréhension suscite certaines difficultés.

.../...

Ainsi le paragraphe 1er, alinéa 1er, de l'article 194bis en projet, en tant qu'il fait également référence à un service "actif", appelle la même observation que celle formulée sous l'article 3.

Quant à la terminologie utilisée, il y a lieu de faire référence "au concours d'admission au stage judiciaire" qui est l'expression consacrée par plusieurs dispositions du Code judiciaire dont notamment l'article 259octies du Code judiciaire. On évitera, dès lors, d'utiliser la notion d'"examen".

En conclusion, à la lumière de l'ensemble de ces observations, l'article 194bis doit être fondamentalement repensé.

Article 6

Dans la mesure où un recours en annulation est actuellement pendant devant la Cour d'arbitrage concernant notamment l'article 259bis-9, § 1er, alinéa 2, le Conseil d'Etat s'abstient de tout commentaire concernant le 2° de l'article 6 du projet.

Article 7

1. Il est renvoyé à l'observation b) sous le point 2. déjà formulée sous l'article 3 du projet.

.../...

2. A l'article 259bis-10, § 1er, 3°, en projet, il y a lieu d'écrire "article 191 ..., § 1er, alinéa 2".

Article 8

1. Il est renvoyé à l'observation faite sous l'article 194bis en projet.

2. La modification consacrée au 3° concerne non pas le paragraphe 3, alinéa 1er, mais bien le paragraphe 3, alinéa 2.

Article 10

La loi du 22 décembre 1998, précitée, a remplacé complètement cet article 21 mais en limitant toujours l'accès des juges suppléants à une nomination de juge effectif, la priorité étant toujours accordée aux lauréats de l'examen d'aptitude professionnelle, aux personnes ayant accompli le stage judiciaire ainsi qu'aux magistrats effectifs.

La disposition en projet remet en question ce régime, au profit des juges suppléants qui ont, pendant cinq années au moins, remplacé régulièrement soit des magistrats du siège, soit des membres du ministère public.

.../...

La Commission de nomination et de désignation ne devra plus accorder automatiquement une priorité aux lauréats des concours et examens et pourra présenter un juge suppléant en ordre utile.

Une nouvelle fois, le Conseil d'Etat n'est pas en mesure d'apprécier, vu le délai de trois jours qui lui a été imparti, si cette modification est compatible avec les prescrits constitutionnels de l'égalité et de non-discrimination.

Il appartient au Parlement de vérifier si ces principes sont respectés en l'espèce.

Sous la réserve de cette vérification, le Conseil d'Etat se limitera à l'observation qui suit.

Il y a lieu de préciser le terme "régulièrement". Ainsi qu'il ressort du commentaire de cette disposition, le simple fait d'avoir perçu des allocations en tant que juge suppléant ne semble pas pertinent, compte tenu du fait que certains juges suppléants sont amenés à exercer leur fonction à titre gratuit.

En outre, dans le texte néerlandais, il faudrait écrire, ou bien "kandidatuur" ou bien "kandidaatstelling", au lieu de "kandidatuurstelling".

.../...

Article 11

L'alinéa 2 en projet prévoit que l'âge minimum de trente-trois ans requis pour pouvoir être nommé juge au tribunal de première instance notamment en vertu de l'article 191 en projet, n'est pas applicable aux personnes nommées stagiaires judiciaires avant le 1er janvier 2000.

Toutefois, l'alinéa 1er en projet semble avoir une portée beaucoup plus large.

Qu'en sera-t-il exactement de la situation de ceux qui auront réussi le concours d'admission au stage avant l'entrée en vigueur de la loi en projet, qui n'auront pas été nommés stagiaires judiciaires avant cette entrée en vigueur et qui n'auront pas atteint l'âge de trente-trois ans au moment de leur nomination en tant que stagiaire judiciaire si celle-ci devait intervenir après l'entrée en vigueur de la loi en projet ? Ces personnes seront-elles écartées ?

Il convient de préciser la disposition sur ce point.

Article 12

Selon les explications du représentant du ministre, il n'existe pas encore à ce jour des juristes de parquet ayant été nommés à titre définitif.

.../...

"Les juristes de parquet" qui sont actuellement en fonction ont été engagés sur une base contractuelle en application de l'article 185, alinéa 3, du Code judiciaire. La durée de leur contrat est généralement de deux années renouvelables.

La mesure transitoire prévue à l'article 12 du projet tend à permettre à "ces juristes de parquet contractuels" d'accomplir le stage judiciaire conformément à l'article 194bis en projet afin de pouvoir postuler une fonction de substitut du procureur du Roi.

Le Conseil d'Etat constate cependant qu'en vertu de l'article 206bis du Code judiciaire, pour pouvoir être nommé juriste de parquet, il faut avoir réussi un concours organisé par les commissions de nomination et de désignation du Conseil supérieur de la Justice.

Aux termes de l'article 206ter du Code judiciaire, cette nomination n'est, en outre, définitive qu'après l'accomplissement d'une année de fonction.

Ainsi que l'a indiqué le représentant du ministre, "les juristes de parquet contractuels" n'ont pas pu présenter le concours précité puisque le Conseil supérieur de la Justice n'était pas encore en place au moment de leur engagement.

Ces personnes ont soit réussi un concours de recrutement de niveau universitaire organisé par le Secrétariat permanent au recrutement, soit un examen organisé au sein du ministère de la Justice.

.../...

En l'état actuel de l'article 206bis du Code judiciaire, il n'est pas possible de considérer que ces personnes engagées contractuellement puissent revêtir la qualité de juristes de parquet et, dès lors, participer en cette qualité au concours d'admission au stage judiciaire.

Le Conseil d'Etat constate que si ces personnes engagées contractuellement étaient considérées comme juristes de parquet, elles seraient favorisées par rapport aux juristes de parquet statutaires, étant dispensées du concours de juristes de parquet. Il appartient au Parlement d'apprécier si ce traitement de faveur est justifié au regard des principes constitutionnels d'égalité et de non-discrimination.

Dans l'affirmative, il faudrait en tout cas marquer le caractère transitoire de cette disposition en précisant qu'elle ne peut s'appliquer qu'aux juristes contractuels déjà en service actif depuis dix-huit mois ou l'ayant été à la date d'entrée en vigueur de la loi.

Article 13

Ainsi que l'a expliqué le représentant du ministre, seules les modifications apportées aux paragraphes 2, alinéa 1er, deuxième tiret (article 8, 2°, en projet), et 3, alinéa 2, deuxième tiret (article 8, 3°, en projet), de l'article 259octies du Code judiciaire sont visées par la mesure transitoire.

.../...

Le texte en projet doit être revu pour y apporter ces précisions.

Article 14

Il y lieu de se référer à l'observation préalable.

Observation finale

Dans le texte néerlandais du projet, l'emploi des formules prescrites en matière de légistique formelle et l'usage correct de la langue ont été négligés. A ce propos, il est renvoyé aux observations faites dans la version néerlandaise, in fine, du présent avis.

Overeenkomstig artikel 84, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, ingevoegd bij de wet van 4 augustus 1996, moeten in de adviesaanvraag in het bijzonder de redenen worden aangegeven tot staving van het spoedeisende karakter ervan.

In het onderhavige geval luidt de motivering aldus :

"Om redenen van dringende noodzakelijkheid, gemotiveerd door de omstandigheid dat :

"... door de omstandigheid dat :

- vele vacante plaatsen van magistraat niet ingevuld raken bij gebrek aan kandidaten;
- de kaderuitbreiding die, rekening houdend met de reële persoonsbehoeften, door de wet van 20 juli 1998 werd doorgevoerd, nog steeds niet volledig kon ingevuld worden;
- de goede rechtsbedeling in gedrang komt ingevolge het onderbemand blijven van bepaalde diensten.

Om hieraan te verhelpen is het absoluut noodzakelijk dat het potentieel aantal aan kandidaten zo snel mogelijk maximaal wordt verruimd. Dit is het hoofdobjectief van het voorgelegde ontwerp."

*

* *

.../...

Voorafgaande opmerking

Op het ogenblik dat de Raad van State zijn advies uitbrengt, zijn alle bepalingen van het Gerechtelijk Wetboek die door het voorontwerp worden gewijzigd, met uitzondering van artikel 371, ofwel gewoon gewijzigd, ofwel vervangen of ingevoegd bij bepalingen van de wet van 22 december 1998 tot wijziging van sommige bepalingen van deel II van het Gerechtelijk Wetboek met betrekking tot de Hoge Raad voor de Justitie, de benoeming en aanwijzing van magistraten en tot invoering van een evaluatiesysteem (1), welke bepalingen nog niet in werking getreden zijn.

Aldus :

- is artikel 191 van het Gerechtelijk Wetboek, dat bij het ontworpen artikel 2 wordt gewijzigd, gewijzigd bij artikel 26 van de voormelde wet van 22 december 1998; één van die wijzigingen betreft de vernummering van het artikel, dat artikel 190 wordt;
- is artikel 194 van het Gerechtelijk Wetboek, dat bij het ontworpen artikel 4 gewijzigd wordt, gewijzigd bij artikel 29 van de voormelde wet van 22 december 1998;
- zijn de artikelen 259bis-9 en 259bis-10 van het Gerechtelijk Wetboek, die respectievelijk bij de ontworpen artikelen 6 en 7 worden gewijzigd, vervangen bij artikel 45 van de voornoemde wet van 22 december 1998;

(1) Belgisch Staatsblad van 2 februari 1999.

- is artikel 259octies van het Gerechtelijk Wetboek, dat bij het ontworpen artikel 8 wordt gewijzigd, ingevoegd bij artikel 47 van de voormelde wet van 22 december 1998;
- is artikel 21 van de wet van 18 juli 1991 tot wijziging van de voorschriften van het Gerechtelijk Wetboek die betrekking hebben op de opleiding en de werving van magistraten, welk artikel gewijzigd wordt bij artikel 10, vervangen bij artikel 89 van de voornoemde wet van 22 december 1998.

Overeenkomstig artikel 109 van de voormelde wet van 22 december 1998, gewijzigd bij artikel 27 van de wet van 24 maart 1999 met betrekking tot de parketjuristen en de referendarissen en tot aanvulling en wijziging van sommige bepalingen van het Gerechtelijk Wetboek en van de wet tot wijziging van sommige bepalingen van deel II van het Gerechtelijk Wetboek met betrekking tot de Hoge Raad voor de Justitie, de benoeming en aanwijzing van magistraten en tot invoering van een evaluatiesysteem van magistraten (1), staat het aan de Koning om de datum van de inwerkingtreding van de bovenvermelde wijzigingsbepalingen vast te stellen, welke bepalingen in werking treden uiterlijk achttien maanden na de bekendmaking van de genoemde wet van 22 december 1998 in het Belgisch Staatsblad.

Het tweede lid van hetzelfde artikel 109, ingevoegd bij de voormelde wet van 24 maart 1999, bepaalt :

(1) Belgisch Staatsblad van 7 april 1999.

"De bepalingen van artikel 259bis van het Gerechtelijk Wetboek, ingevoegd bij de wet van 18 juli 1991 en gewijzigd bij de wetten van 6 augustus 1993, 1 december 1994 en 9 juli 1997, van artikel 259ter van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 18 juli 1991 en gewijzigd bij de wet van 10 februari 1998, en van artikel 259quater van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 18 juli 1991 en gewijzigd bij de wetten van 6 augustus 1993, 11 juli 1994, 1 december 1994 en 19 juli 1996, blijven onder dezelfde nummering van kracht tot de inwerkingtreding van de door artikel 45 ingevoegde artikelen 259bis-9, 259bis-10 en 259bis-15 van het Gerechtelijk Wetboek.".

In een op 1 februari 2000 aan de Raad van State voorgelegd ontwerp van koninklijk besluit (1) was bepaald dat de wijzigingsbepalingen op 1 april 2000 in werking zouden treden.

De gemachtigde ambtenaar heeft erop gewezen dat dat ontwerp niet gehandhaafd is omdat de Hoge Raad voor de Justitie nog niet klaar was om bepaalde taken uit te oefenen die hem waren opgedragen, zodat de wijzigingen waarschijnlijk in werking zouden treden op 2 augustus 2000, de uiterste datum overeenkomstig het voormelde artikel 109.

Volgens artikel 14 van het onderzochte voorontwerp treden de ontworpen bepalingen in werking de dag waarop zij in het Belgisch Staatsblad worden bekendgemaakt. Het kan

(1) Ontwerp van koninklijk besluit "tot vaststelling van de datum van inwerkingtreding van sommige bepalingen van de wet van 22 december 1998 tot wijziging van sommige bepalingen van deel II van het Gerechtelijk Wetboek met betrekking tot de Hoge Raad voor de Justitie, de benoeming en aanwijzing van magistraten en tot invoering van een evaluatiesysteem", advies L. 29.835, gegeven op 23 februari 2000.

niet worden uitgesloten dat deze datum vóór 2 augustus 2000 valt.

Gelet op de onzekerheid die blijft bestaan omtrent de inwerkingtreding van sommige gewijzigde bepalingen, in het bijzonder de artikelen 259bis-9, 259bis-10 en 259octies van het Gerechtelijk Wetboek, die in dat wetboek ingevoegd zijn bij de voormelde wet van 22 december 1998, dient erop te worden toegezien dat geen enkele van de wijzigingsbepalingen van het voorontwerp vóór de gewijzigde tekst in werking treedt. Dit zou immers onvermijdelijk een gedeeltelijke inwerkingtreding van sommige bepalingen tot gevolg hebben, die kan leiden tot rechtsonzekerheid.

Dit is bijvoorbeeld het geval met de ontworpen artikelen 191ter en 194bis (1), waarvan sommige bepalingen verwijzen naar de artikelen 259bis-9 en 259octies van het Gerechtelijk Wetboek, die nog altijd niet in werking getreden zijn.

Evenzo strekken sommige ontworpen wijzigingen ertoe bepaalde zinsdelen te vervangen van bepalingen die nog niet in werking getreden zijn. Dit is het geval met de artikelen 6, 1°, 7, en 10, van het voorontwerp. Het heeft vanzelfsprekend geen zin deze wijzigingen in werking te laten treden vóór de gewijzigde tekst.

(1) die bij de artikelen 3 en 5 van het voorontwerp ingevoegd worden in het Gerechtelijk Wetboek.

Het verdient derhalve aanbeveling dat de wetgever de Koning machtigt om de datum van de inwerkingtreding van de wetsbepalingen vast te stellen.

Bijzondere opmerkingen

Dispositief

Artikel 2

1. Er dient te worden verwezen naar de hierboven gemaakte voorafgaande opmerking.

2. Voorts dienen de ontworpen bepalingen te worden aangepast aan de toekomstige nummering van de artikelen 191 (dat artikel 190 wordt) en 191bis (dat artikel 191 wordt), zoals die voortvloeit uit de nog niet in werking getreden artikelen 26 en 27 van de voormelde wet van 22 december 1998. Het bij het ontworpen artikel 3 ingevoegde artikel kan dan het nummer "191bis" krijgen.

Artikel 3

1. De gemachtigde van de minister heeft erop wezen dat deze bepaling ertoe strekt de toegang tot de magistratuur voor advocaten met een loopbaan van ten minste twintig jaar bij de balie, aan te moedigen door ze vrij te stellen van het examen inzake beroepsbekwaamheid.

.../...

De benoemings- en aanwijzingscommissies van de Hoge Raad voor de Justitie zijn evenwel bevoegd om voor deze advocaten voorafgaande mondelinge evaluatie-examens te organiseren.

Advocaten die slagen ontvangen een machtiging die drie jaar geldig is en waarmee zij zich kandidaat kunnen stellen voor een ambt van rechter of toegevoegd rechter in de rechtbank van eerste aanleg, de arbeidsrechtbank of de rechtbank van koophandel.

Doordat de Raad van State verzocht is om advies binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, heeft hij niet kunnen nagaan of deze bepaling in overeenstemming is met de grondwettelijke beginselen van gelijkheid en non-discriminatie.

Het is de taak van het Parlement te onderzoeken of die beginselen in het onderhavige geval nageleefd worden.

2. Onder voorbehoud van dat onderzoek maakt de Raad van State de volgende opmerkingen :

a) Volgens de ontworpen paragraaf 1 moeten deze advocaten ten minste twintig jaar "ononderbroken en effectief werkzaam" zijn bij de balie.

Omtrent deze voorwaarden heeft de gemachtigde van de minister desgevraagd erop gewezen dat deze bepaling niet ten goede kan komen aan advocaten die op het tableau van de

.../...

orde ingeschreven zijn, doch dat beroep niet meer als hoofdberoep uitoefenen.

De woorden "effectief werkzaam" in het eerste lid van paragraaf 1 volstaan niet om advocaten die gemachtigd zijn om als hoofdbedrijf een andere activiteit uit te oefenen dan hun bezigheid van advocaat, buiten de werkingssfeer ervan te houden.

Moet het tweede lid zo worden opgevat dat de meerderheid van drie vierde van de stemmen in de bevoegde benoemings- en aanwijzingscommissie niet alleen vereist is om te slagen voor het mondeling evaluatie-examen, maar ook bepalend is voor de ontvankelijkheid van het door de advocaat ingediende verzoek ?

De tekst dient op beide punten te worden verduidelijkt.

b) Wat betreft het "voorafgaandelijk mondeling evaluatie-examen" wordt in de ontworpen tekst niets bepaald over de inhoud ervan.

Zoals de gemachtigde van de minister heeft gesteld, komt het de benoemings- en aanwijzingscommissies van de Hoge Raad voor de Justitie toe om dat examen uit te schrijven, en op dit ogenblik kan niet worden uitgemaakt welke keuzes die commissies zullen maken.

Inzonderheid daartoe is het dat de artikelen 6 en 7 van het ontwerp wijzigingen aanbrengen in respectievelijk de

.../...

artikelen 259bis-9 en 259bis-10 van het Gerechtelijk Wetboek, teneinde de bevoegdheden van die commissies uit te breiden.

De Raad van State merkt evenwel op dat artikel 259bis-10, § 1, 2°, van het Gerechtelijk Wetboek de commissies de mogelijkheid biedt om het examen inzake beroepsbekwaamheid en het vergelijkend examen voor toelating tot de gerechtelijke stage te organiseren, maar op de wijze en onder de voorwaarden bepaald bij koninklijk besluit.

Welnu, in het onderhavige geval is de Koning wat het "mondeling evaluatie-examen" betreft, niet gemachtigd om er regels voor te geven.

Daaromtrent om uitleg gevraagd, heeft de gemachtigde van de minister geoordeeld dat artikel 7 van het ontwerp behoort te worden aangevuld, teneinde de Koning de bevoegdheid te verlenen om de voorwaarden en de nadere regels voor het "mondeling evaluatie-examen" vast te leggen. Die bepaling dient bijgevolg te worden herzien.

c) In de ontworpen paragraaf 2, derde lid, wordt bepaald dat elke benoemings- en aanwijzingscommissie de ontvankelijkheid van het verzoek van advocaten behoort te onderzoeken en dient na te gaan of aan de voorwaarden genoemd in de ontworpen paragraaf 1, eerste lid, voldaan is.

Aangaande de draagwijdte van het onderzoek naar de ontvankelijkheid van het verzoek en aangaande de vraag of dat onderzoek onderscheiden behoort te worden van het

.../...

onderzoek naar de voorwaarden waaraan de advocaten moeten voldoen, heeft de gemachtigde van de minister verklaard dat de ontvankelijkheid van het verzoek ook de controle impliceert op de in de ontworpen paragraaf 1 opgesomde voorwaarden; de ontworpen tekst behoort derhalve te worden herzien.

Paragraaf 2, vierde en vijfde lid, zou beter als volgt worden gesteld :

"Verklaart de commissie dat verzoek onontvankelijk, dan wordt de verzoeker hiervan bij ter post aangetekende brief in kennis gesteld.

"Verklaart de commissie het verzoek ontvankelijk, dan wordt de verzoeker bij ter post aangetekende brief opgeroepen voor het evaluatie-examen."

Artikel 5

1. Het ontworpen artikel 194bis biedt vast benoemde parketjuristen die sedert achttien maanden in actieve dienst zijn de mogelijkheid om benoemd te worden tot substituut-procureur des Konings als ze geslaagd zijn voor het vergelijkend examen voor toelating tot de gerechtelijke stage, met dien verstande dat hun stage beperkt wordt tot een periode van zes maanden.

Aangezien de Raad van State verzocht is om binnen een termijn van ten hoogste drie dagen advies uit te brengen, heeft hij niet kunnen nagaan of de aldus geboden

.../...

overstapmogelijkheid ten voordele van vast benoemde parketjuristen bestaanbaar is met de grondwettelijke beginselen van gelijkheid en non-discriminatie.

Het Parlement is bevoegd om te onderzoeken of die beginselen in casu worden nageleefd.

Onder voorbehoud van dat onderzoek maakt de Raad van State de volgende opmerkingen.

2. De Raad van State ziet de reden niet in voor het bestaan van twee verschillende procedures inzake vergelijkende examens voor het bekleden van het ambt van magistraat van het openbaar ministerie. De ene is die voorgescreven door het ontworpen artikel 194bis, krachtens hetwelk parketjuristen met een dienstanciënniteit van achttien maanden zich op grond daarvan mogen laten inschrijven voor een examen voor toelating tot de gerechtelijke stage en in die hoedanigheid gedeeltelijke vrijstelling van de stage kunnen genieten; de andere is die bedoeld in artikel 259octies, § 3, derde lid, dat dezelfde voorzieningen biedt maar mits de betrokkene een dienstanciënniteit van drie jaar heeft.

De vraag rijst bijgevolg of het bepaalde van artikel 259octies, § 3, derde lid, van het Gerechtelijk Wetboek behouden dient te blijven.

Uit de uitleg van de gemachtigde van de minister blijkt dat artikel 259octies van het Gerechtelijk Wetboek zo

.../...

gelezen moet worden dat de parketjuristen "een tweede kans" gegeven wordt, als ze niet geslaagd zijn voor het vergelijkend examen voor toelating tot de gerechtelijke stage, afgelegd in het kader van het ontworpen artikel 194bis.

Die uitleg is geenszins overtuigend aangezien, bij de huidige stand van de onderzochte tekst, niets eraan in de weg staat dat parketjuristen die niet geslaagd zijn voor het vergelijkend examen voor toelating tot de stage, dat toegang verleent tot het ambt van substituut-procureur des Konings, genoemd in het ontworpen artikel 194bis, weer aan hetzelfde examen kunnen deelnemen. Deze tekst sluit immers een dergelijke mogelijkheid niet uit.

3. Vergelijkt men het ontworpen artikel 194bis, § 2, met de paragrafen 3, 5, 6, 7 en 8 van artikel 259octies van het Gerechtelijk Wetboek, dan blijkt dat parketjuristen die in aanmerking komen voor de gerechtelijke stage, niet onderworpen zullen zijn aan dezelfde stagevoorschriften en niet dezelfde waarborgen zullen genieten als die waarin voorzien is voor de overige geslaagden van het vergelijkend examen voor toelating tot de stage.

Het is dan ook verbazend vast te stellen dat aan de bevoegde benoemingscommissie geen kopie van het verslag over de stage van die parketjuristen wordt bezorgd.

Overigens rijst de vraag of de parketjurist vooraf zal mogen worden gehoord wanneer de stagemeeester een ongunstig advies geeft ?

.../...

Zal de Minister van Justitie, nadat hij de betrokkene gehoord heeft en nadat hij het advies van de korpschef heeft ingewonnen, voortijdig een einde kunnen maken aan de stage wegens beroepsongeschiktheid of ernstige redenen, met inachtneming van een opzegging van drie maanden ?

De tekst behoort te worden aangevuld om een antwoord te bieden op die verschillende vragen.

4. Het derde lid van de ontworpen paragraaf 2 luidt als volgt :

"Tijdens deze stage behoudt de parketjurist zijn wedde en wordt hij geacht zijn ambt te hebben uitgeoefend.".

Gevraagd naar over de draagwijdte van dat lid, heeft de gemachtigde van de minister verklaard dat de parketjurist tijdens de gerechtelijke stage geacht wordt zijn taak van parketjurist uit te oefenen.

De Raad van State vraagt zich dan ook af of de parketjurist een gerechtelijk stagiair is in de zin van paragraaf 7 van artikel 259octies van het Gerechtelijk Wetboek.

5. Tot slot wordt in het vierde lid van de ontworpen paragraaf 2 bepaald dat parketjuristen die geslaagd zijn voor het vergelijkend examen voor toelating tot de

.../...

stage, de aanspraken die ze daardoor hebben gedurende zeven jaar behouden vanaf de datum van proces-verbaal van het vergelijkend examen.

Het is de Raad van State niet duidelijk om welke objectieve reden geen toepassing gegeven wordt aan artikel 259octies, § 1, vierde lid, van het Gerechtelijk Wetboek, dat wat betreft de overige geslaagden voor het vergelijkend examen, stelt dat zij uiterlijk drie jaar na de afsluiting van het examen benoemd kunnen worden tot gerechtelijk stagiair.

Uit de uitleg van de gemachtigde van de minister blijkt dat parketjuristen die geslaagd zijn voor het vergelijkend examen voor toelating tot de stage niet samen met de overige geslaagden voor het examen zullen worden gerangschikt.

Nog daargelaten dat die uitleg niet in de tekst staat, maakt de Raad van State bovendien, als het zo is, het meest uitdrukkelijke voorbehoud wat betreft de naleving van het gelijkheidsbeginsel, waarbij het zo is dat krachtens artikel 259octies, § 1, eerste lid, van het Gerechtelijk Wetboek, het aan de Koning staat om bij een in de Minister-raad overlegd besluit voor elk gerechtelijk jaar het aantal vacante plaatsen van gerechtelijk stagiair te bepalen voor de Nederlandse en de Franse taalrol.

Als de parketjuristen bij het slagen voor het vergelijkend examen apart gerangschikt zouden moeten worden,

.../...

rijst bovendien de vraag welke stagekandidaten voorrang zouden hebben.

6. In het algemeen moet de ontworpen bepaling duidelijker worden gesteld, omdat het verstaan ervan een aantal moeilijkheden oplevert.

Zo geldt voor het ontworpen artikel 194bis, § 1, eerste lid, voor zover daarin ook naar "actieve" dienst wordt verwezen, dezelfde opmerking als die welke onder artikel 3 is gemaakt.

Wat de gebruikte terminologie betreft, moet worden verwezen naar "het vergelijkend toelatingsexamen tot de gerechtelijke stage", zoals in verscheidene bepalingen van het Gerechtelijk Wetboek en inzonderheid in artikel 259octies van het Gerechtelijk Wetboek staat. Het gebruik van het begrip "examen" moet dus worden vermeden.

Kortom, in het licht van al deze opmerkingen moet het ontworpen artikel 194bis grondig worden herzien.

Artikel 6

Aangezien momenteel bij het Arbitragehof een beroep tot nietigverklaring van inzonderheid artikel 259bis-9, § 1, tweede lid, aanhangig is, onthoudt de Raad van State zich van alle commentaar op artikel 6, 2°, van het ontwerp.

.../...

Artikel 7

1. Verwezen wordt naar opmerking b) onder punt 2, gemaakt onder artikel 3 van het ontwerp.

2. In het ontworpen artikel 259bis-10, § 1, 3°, schrijve men : "artikel 191 ..., § 1, tweede lid".

Artikel 8

1. Zie de opmerking over het ontworpen artikel 194bis.

2. De wijziging in 3° betreft niet paragraaf 3, eerste lid, maar paragraaf 3, tweede lid.

Artikel 10

Artikel 21 is bij de voormelde wet van 22 december 1998 volledig vervangen, maar daarbij is de toegang van plaatsvervangend rechters tot een benoeming als werkend rechter nog altijd beperkt, aangezien nog altijd voorrang wordt verleend aan degenen die geslaagd zijn voor het examen inzake beroepsbekwaamheid, aan degenen die de gerechtelijke stage hebben vervuld alsook aan werkend magistraten.

.../...

De ontworpen bepaling maakt die regeling ongedaan ten gunste van plaatsvervangend rechters die gedurende op zijn minst vijf jaar regelmatig hetzij zittend magistraten, hetzij leden van het openbaar ministerie hebben vervangen.

De benoemings- en aanwijzingscommissie zal niet langer automatisch voorrang hoeven te verlenen aan geslaagden voor al dan niet vergelijkende examens en zal een plaatsvervangende rechter op een voor benoeming in aanmerking komende plaats, kunnen voordragen.

Ook hier kan de Raad van State, gelet op de termijn van drie dagen die hem is toebedeeld, niet nagaan of die wijziging verenigbaar is met de grondwettelijke beginselen van gelijkheid en non-discriminatie.

Het is aan het Parlement om na te gaan of die beginselen in casu worden nageleefd.

Op voorwaarde dat dit wordt nagegaan, beperkt de Raad van State zich tot de volgende opmerking.

De term "regelmatig" moet worden verduidelijkt. Zoals uit de bespreking van deze bepaling blijkt, lijkt het loutere feit als plaatsvervangend rechter te zijn betaald niet relevant, aangezien sommige plaatsvervangend rechters genoopt zijn hun functie om niet uit te oefenen.

Voorts moet ofwel "kandidatuur", ofwel "kandidaatsstelling" worden geschreven in plaats van "kandidatuurstelling".

.../...

Artikel 11

Het ontworpen tweede lid bepaalt dat de minimumleeftijd van drieëndertig jaar, die vereist is om inzonderheid krachtens het ontworpen artikel 191 tot rechter in de rechtbank van eerste aanleg te kunnen worden benoemd, niet geldt voor personen die vóór 1 januari 2000 tot gerechtelijk stagiair zijn benoemd.

Het ontworpen eerste lid lijkt evenwel een veel ruimere strekking te hebben.

Wat zal er precies gebeuren met degenen die vóór de inwerkingtreding van de ontworpen wet geslaagd zullen zijn voor het vergelijkend examen voor toelating tot de stage, die vóór die inwerkingtreding niet tot gerechtelijk stagiair zullen zijn benoemd en die nog geen drieëndertig jaar zullen zijn wanneer ze tot gerechtelijk stagiair worden benoemd, als ze na de inwerkingtreding van de ontworpen wet zouden worden benoemd ? Zullen zij worden uitgesloten ?

De bepaling moet op dit punt worden verduidelijkt.

Artikel 12

Volgens de uitleg van de gemachtigde van de minister, is geen enkele parketjurist tot dusver vast benoemd.

.../...

De "parketjuristen" die thans in dienst zijn, met toepassing van artikel 185, derde lid, van het Gerechtelijk Wetboek op grond van een arbeidsovereenkomst in dienst genomen. Hun overeenkomst duurt over het algemeen twee jaar, een tijdvak dat kan worden verlengd.

De overgangsmaatregel in artikel 12 van het ontwerp strekt om ervoor te zorgen dat "die contractuele parketjuristen" de gerechtelijke stage kunnen vervullen overeenkomstig het ontworpen artikel 194bis, zodat ze naar een ambt van substituut-procureur des Konings kunnen solliciteren.

De Raad van State stelt evenwel vast dat wie tot parketjurist wil worden benoemd, krachtens artikel 206bis van het Gerechtelijk Wetboek geslaagd moet zijn voor een vergelijkend examen dat door de benoemings- en aanwijzingscommissies van de Hoge Raad voor de Justitie wordt georganiseerd.

Volgens artikel 206ter van het Gerechtelijk Wetboek is de benoeming bovendien pas vast nadat de betrokkene één jaar het ambt heeft vervuld.

Zoals de gemachtigde van de minister heeft opgemerkt, hebben "de contractuele parketjuristen" het voornoemde vergelijkend examen niet kunnen afleggen, aangezien de Hoge Raad voor de Justitie nog niet was geïnstalleerd toen zij in dienst zijn genomen.

De betrokkenen zijn ofwel geslaagd voor een vergelijkend wervingsexamen op universitair niveau, afgenomen door het Vast Wervingssecretariaat, ofwel voor een examen afgenomen binnen het Ministerie van Justitie.

.../...

Volgens de huidige lezing van artikel 206bis van het Gerechtelijk Wetboek kan er niet van uitgegaan worden dat die contractuele juristen de hoedanigheid van parketjurist hebben en dus in die hoedanigheid kunnen deelnemen aan het vergelijkend examen voor toelating tot de gerechtelijke stage.

De Raad van State stelt vast dat die arbeidscontractanten ten opzichte van parketjuristen in vast dienstverband, bevoordeeld zouden worden als zij als parketjuristen zouden worden beschouwd, aangezien zij dan vrijgesteld zouden zijn van het vergelijkend examen voor parketjuristen. Het is een aangelegenheid van het Parlement na te gaan of die voorkeursbehandeling zich verdraagt met de grondwettelijke beginselen van gelijkheid en non-discriminatie.

Zo ja, dan moet minstens worden verduidelijkt dat het om een overgangsbepaling gaat, door te preciseren dat deze bepaling alleen van toepassing is op "de contractuele juristen" die al achttien maanden actieve dienst hebben of die op de datum van inwerkingtreding van de wet al zoveel actieve dienst hadden.

Artikel 13

Zoals de gemachtigde van de minister heeft uitgelegd, geldt de overgangsbepaling alleen voor de wijzigingen die worden aangebracht in paragraaf 2, eerste lid, tweede streepje (ontworpen artikel 8, 2°), en paragraaf 3, tweede lid, tweede streepje (ontworpen artikel 8, 3°) van artikel 259octies van het Gerechtelijk Wetboek.

.../...

De ontworpen bepaling moet zo worden herzien dat die preciseringen erin worden aangebracht.

Artikel 14

Zie de voorafgaande opmerking.

Slotopmerkingen

In de Nederlandse tekst van het ontwerp wordt niet de hand gehouden aan het gebruik van de voorgeschreven wetgevingstechnische formules en evenmin aan een correct taalgebruik. Onder voorbehoud van de hiervoren gemaakte inhoudelijke opmerkingen en bij wijze van voorbeeld worden de volgende tekstvoorstellen gedaan :

Aanhef

Men schrijve :

"Op de voordracht van ..."

"Onze Minister van Justitie is ermee belast in Onze naam bij de Wetgevende Kamers het ontwerp van wet in te dienen waarvan de tekst hierna volgt :"

.../...

Dispositief

Artikel 3 (ontworpen artikel 191ter)

In de inleidende zin behoort te worden geschreven :
"In hetzelfde Wetboek wordt na artikel ... een artikel 191ter ingevoegd, luidende :"

In paragraaf 1, eerste lid, schrijve men "bij de balie" in plaats van "aan de balie". Deze opmerking geldt voor heel het ontwerp.

In het tweede lid van dezelfde paragraaf schrijve men "voorafgaand" en niet "voorafgaandelijk".

In paragraaf 2, derde lid, schrijve men "binnen veertig dagen" en niet "binnen de veertig dagen". Deze opmerking geldt mutatis mutandis voor heel het ontwerp.

In paragraaf 3, eerste lid, schrijve men "afgegeven" en niet "afgeleverde".

In het tweede lid van dezelfde paragraaf schrijve men : "mag de betrokkene op zijn vroegst drie jaar na die kennisgeving een nieuw verzoek indienen."

Artikel 4 (ontworpen artikel 194, § 4, eerste lid)

Men schrijve : "... het ambt van substituut-procureur des Konings ... een kandidaat die aan de hand van

.../...

zijn bekwaamheidsbewijzen of ervaring bewijst deze specialistische kennis te bezitten. Deze bekwaamheidsbewijzen en ervaring ...

Artikel 5 (ontworpen artikel 194bis)

De inleidende zin van paragraaf 1 is grammaticaal verkeerd gebouwd. Men schrijve : "Tot substituut-procureur des Konings kunnen eveneens worden benoemd vast benoemde ..."

In onderdeel 2° van dezelfde paragraaf schrijve men "geslaagd zijn voor", niet "geslaagd zijn in". Deze opmerking geldt mutatis mutandis voor geheel het ontwerp.

In paragraaf 2, tweede lid, schrijve men "geschiedt" in plaats van "gebeurt"; "aangesteld" in plaats van "aangeduid" en "zendt ... over" in plaats van "maakt ... over".

Artikel 8 (ontworpen artikel 259octies)

In 1°, het ontworpen zesde lid van § 1, schrijve men "niet-ontvankelijkheid", met een liggend streepje.

In 2°, het ontworpen tweede streepje van § 2, eerste lid, in fine, schrijve men "alle gevestigd in het Rijk of in de Europese Unie;". Dezelfde opmerking geldt voor onderdeel 3°.

.../...

Artikel 12

Aan het slot van het artikel schrijve men : "of ervoor slagen, in het geval de examenperiode op de datum van het voornoemde proces-verbaal reeds begonnen is."

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs J.-J. STRYCKMANS,
de Heren

premier président,
eerste voorzitter,

R. ANDERSEN,

président de chambre,
kamervoorzitter,

P. VANDERNOOT,

conseiller d'Etat,
staatsraad,

Madame
Mevrouw

B. VIGNERON,

greffier assumé,
toegevoegd griffier.

Le rapport a été présenté par
Mme. P. VANDERNACHT, auditeur. La
note du Bureau de coordination
a été rédigée et exposée par
M. E. BOSQUET, référendaire
adjoint.

Het verslag werd uitgebracht
door de Mevr. P. VANDERNACHT,
auditeur. De nota van het Coör-
dinatiebureau werd opgesteld en
toegelicht door de H. E. BOSQUET,
adjunct-referendaris.

La concordance entre la version
française et la version néer-
landaise a été vérifiée sous le
contrôle de M. R. ANDERSEN.

De overeenstemming tussen de
Franse en de Nederlandse tekst werd
nagezien onder toezicht van de
H. R. ANDERSEN.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PREMIER PRESIDENT - DE EERSTE
VOORZITTER,

B. VIGNERON

J.-J. STRYCKMANS